



LEUR MONDE D'APRÈS, ON N'EN VEUT PAS!



Face à la crise, le gouvernement fait feu de tout bois pour **réaliser l'unité nationale en sa faveur**, qu'il désire depuis le mois de mars.

Tous les moyens sont bons pour **terroriser et fédérer dans la peur** : **culpabilisation** de la jeunesse et des citoyens, **surenchère répressive**, **effets d'annonce** et saturation médiatique, **manipulation des chiffres**.

L'assassinat abominable de Samuel Paty devient une opportunité de plus pour ce gouvernement qui ne tient plus que par un **régime d'exception permanent**.

Il s'agit d'abord de **dissimuler la responsabilité** de ceux qui, gouvernement après gouvernement, ont **liquidé l'hôpital public**, les services de santé, mais aussi le **service public** dans son ensemble.

Il s'agit ensuite de **permettre les licenciements massifs et la destruction de tous les droits des salariés**. Pour y parvenir, le gouvernement utilise des dispositifs contournant le droit de travail dans la droite ligne de la loi El Khomri et des ordonnances Macron.

Dans ce « monde d'après », rien n'a changé. Bien au contraire, l'offensive contre les travailleurs et les citoyens s'intensifie.

La restriction de nos libertés démocratiques et syndicales est intolérable.

A contre-courant de la peur sanitaire qu'ils ont instaurée, nos gouvernants continuent de supprimer des lits à l'hôpital ; il n'y a pas d'embauches supplémentaires ; le passage aux urgences devient payant.

Dans le même temps, les pertes des entreprises sont nationalisées quand les travailleurs se serrent la ceinture ; les délocalisations et les plans sociaux s'enchaînent quand les actionnaires n'ont jamais perçu autant de dividendes.

Les jeunes paient le prix fort : détresse dans l'éducation, culpabilisation inique, précarisation, chômage.

Les moins jeunes en ont marre d'entendre qu'à partir de 65 ans, ils sont vieux et fragiles, alors qu'il y a à peine un an, pour la réforme des retraites, on leur expliquait que jusqu'à 70 piges, ils seraient frais et dispo pour continuer à bosser.

**Salariés du Public et du Privé, Jeunes, Retraités, Privés d'emploi,
Parents, Enfants, Sportifs, Commerçants, Restaurateurs,
Créons le rapport de force par l'appel à la grève partout où c'est
possible et par la manifestation**

Le samedi 21 novembre 2020 à 10h30 Place VERDUN à PAU

Ouverture de lits et recrutement de soignants, plutôt que couvre-feu et répression !

En 2018, 4.172 lits ont été fermés dans les hôpitaux publics ; en 2019, 3.900 lits ont été fermés ! Cette politique dure depuis 15 ans, alors que dans le même temps, la population augmentait de 10 %.

On est 5 fois moins bien couvert en France en réanimation qu'en Allemagne.

Le « Ségur » de la santé ne répond pas aux légitimes demandes des personnels de santé.

Les Français, les jeunes, ne sont pas responsables de ces politiques de destruction des services publics !

Pourquoi dépenser 2,2 Mds€ dans des tests à tout va et des publicités anxiogènes, plutôt que d'allouer des moyens à l'Hôpital et aux EHPAD ?

Face à une rentrée scolaire inédite, l'incurie habituelle du gouvernement !

Les décisions sanitaires du Gouvernement pèsent lourdement sur les conditions d'études des élèves et de travail des personnels.

Rien n'a été fait par le gouvernement pendant l'été. Au contraire, derrière l'agitation médiatique du ministre, **les personnels ont dû se débrouiller seuls !**

L'Education souffre depuis plusieurs années des fermetures d'écoles et de classes, de l'augmentation du nombre d'élèves par classe, du manque d'attractivité du métier d'enseignant pourtant fondamental pour l'avenir de nos enfants.

Finances, Enseignement, Santé, Aide sociale, Culture, Gestion des infrastructures, activités de l'eau, de l'énergie, des déchets,...

les agents des services publics participent au soutien de la vie économique et financière du pays. Ils connaissent les besoins des usagers et les besoins de proximité.

Par nos impôts qui les financent grâce à un système de solidarité, nous devons bénéficier d'une égalité d'accès à des services publics de qualité : soins, éducation, culture

Pourtant, le Gouvernement met en œuvre le tout numérique, la fin de l'accueil physique, la privatisation de services anciennement rendus gratuitement...tout en faisant des cadeaux fiscaux aux plus fortunés.

Il faut lutter pour une fiscalité juste et le maintien de services publics de qualité sur le territoire.

Qui va payer en 2021? C'est la Sécu... c'est nous, salariés et retraités !

Le projet de loi de financement de la sécurité sociale prévoit :

- de réaliser 4 Mds€ d'économies sur notre dos ;
- le transfert à la Sécu du tiers de la dette des hôpitaux (13 Mds€) alors qu'il s'agit d'une dette de l'État. Son remboursement sera financé par les assurés sociaux via la CRDS sur leurs revenus, retraite, allocations chômage...
- la mise en place du « Forfait urgences » pour taxer les assurés plutôt que de développer les soins de proximité.

ATTENTION, LA SECURITE SOCIALE EST EN PERIL !

Aucun bilan n'est tiré quant à l'impact des 80 Mds€ d'exonérations de cotisations patronales sur la sécu !

Impact de la crise sur les salariés

Les salariés des TPE sont particulièrement touchés : petits commerces alimentaires, les pharmacies, les cabinets médicaux... mais aussi les aides à domicile, assistantes maternelles....

Une grande partie de ces entreprises a dû cesser toute activité : restauration, hôtellerie, sport, animation socio-culturelle, spectacle....

Les salariés de beaucoup de secteurs subissent les effets de la crise.

Licenciement, chômage partiel, ruptures conventionnelles subies, baisse des revenus, etc...

Transports de voyageurs urbains et interurbains

Malgré les propos du président, la liberté des gestions des collectivités territoriales fait qu'il ne peut pas leur imposer un maintien de l'offre actuelle au-delà de 21 heures et avant 6h00.

Ainsi, certaines collectivités territoriales font état d'une volonté de diminuer l'offre de transport à partir de 21 heures et donc d'une perte d'activité avec le risque d'un retour du chômage partiel.

La Fédération des Transports CGT pense, au contraire, qu'il faut maintenir l'offre le plus haut possible pour permettre une meilleure distanciation physique des usagers à l'intérieur des moyens de transports et de redéployer des moyens humains et matériel sur les périodes de fortes activités.